



FICHE PAYS – FÉVRIER 2025

Afrique du Sud



Points essentiels:

- 1^{ère} économie sur le continent africain devant l'Egypte ;
- Avec l'ambition de corriger les inégalités provoquées pendant le régime de l'Apartheid, l'Afrique du Sud a mis en place une politique de discrimination positive dite de «Broad-Based Black Economic Empowerment» (B-BBEE). Elle vise à renforcer l'intégration de la population marginalisée grâce à un système de points que toutes les entreprises doivent *de facto* respecter, sans quoi elles se voient exclues d'opportunités d'affaires (par ex. marchés publics) ;
- Fait partie des 2 pays africains avec lesquels la Suisse entretient une Commission économique mixte ;
- Déficit commercial traditionnel de la Suisse avec l'Afrique du Sud – en cause : importations d'or élevées ;
- Accord de protection des investissements avec la Suisse en vigueur depuis 1997 a été dénoncé en 2013 par l'Afrique du Sud.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Afrique du Sud	Suisse
Surface (km ²)	1'219'090 (30x CH)	41'290
Monnaie	Rand (ZAR)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 26.08.2024)	20.95 ZAR →	1 CHF
Population (2023)	60.4 Mio. (+0.8%)	8.8 Mio. (+1.1%)
Nombre de suisses en Afrique du Sud	7'743 (2023)	--
Nombre de sud-africains en Suisse	--	2'055 (11.2023)

1.2 Rankings²

	Afrique du Sud	Suisse
Index of Economic Freedom (2024)	111/184 (+5)	2/184 (+0)
Corruption Perception Index (2023)	83/180 (-11)	6/180 (+1)
Human Development Index (2022)	110/192 (-1)	1/192 (+1)
Global Innovation Index (2023)	59/132 (+2)	1/132 (+0)

1.3 Composition du gouvernement

Président	Cyril RAMAPHOSA (ANC, depuis 02.2018)
Vice-Président	Paul MASHATILE (ANC, depuis 03.2023)
Ministre du commerce et de l'industrie	Parks TAU (ANC, depuis 07.2024)
Ministre des finances	Enoch GODONGWANA (ANC, depuis 08.2021)
Ministre de l'enseignement supérieur	Nobuhle NKABANE (ANC, depuis 07.2024)
Ministre des relations internationales	Ronald LAMOLA (ANC, depuis 06.2024)
Ministre de l'électricité et de l'énergie	Kgosientso RAMOKGOPA (ANC, depuis 03.2023)
Gouverneur de la Banque centrale	Lesetja KGANYAGO (depuis 11.2014)

Prochaines élections présidentielles	2029
--------------------------------------	------

¹ World Bank Data.

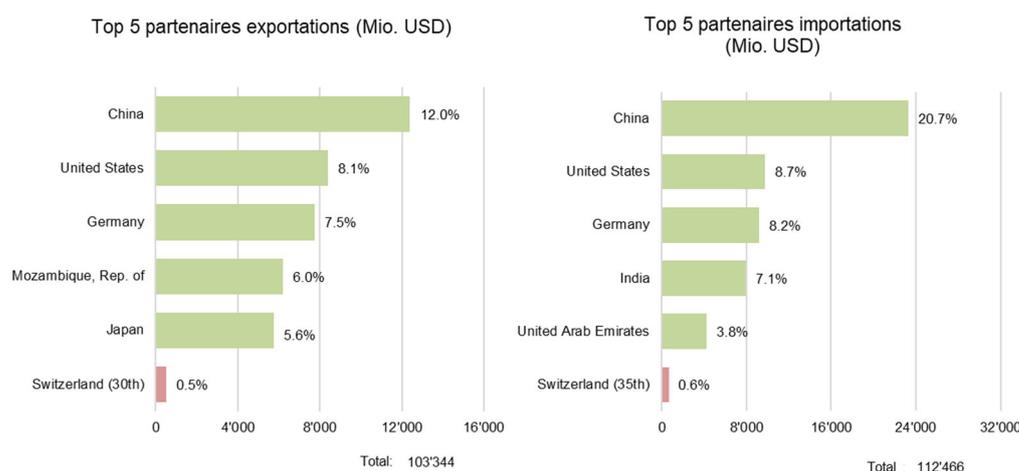
² Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente).

2. Statistiques économiques

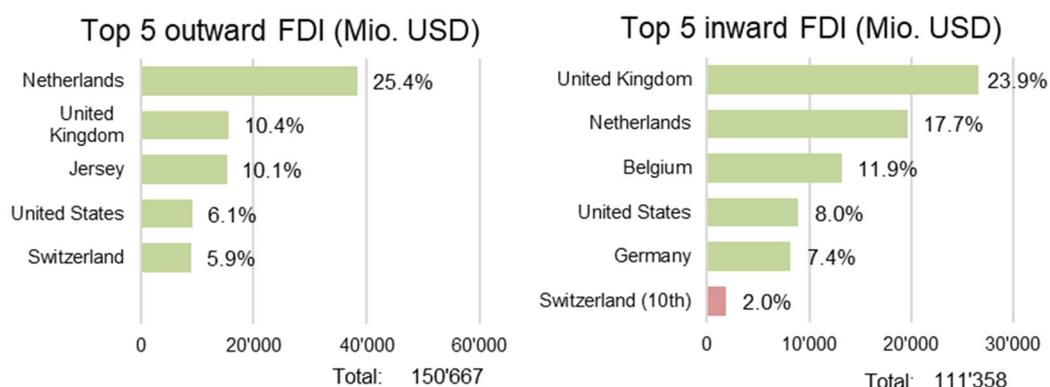
Indicateurs macroéconomiques³

Afrique du Sud				
	2023	2024	2025	2026
Croissance du PIB (%)	0.7	1.1	1.5	1.5
PIB⁴ (USD Mrd.)	381	403	418	433
PIB/habitant (USD)	6'112	6'377	6'517	6'643
Inflation (%)	5.9	4.7	4.5	4.5
Chômage (%)	33.1	33.7	33.9	34.1
Solde budgétaire (% du BIP)	-5.8	-6.2	-6.3	-5.4
Dette publique (% du BIP)	69.0	72.2	75.2	77.1
Compte courant (% du BIP)	-1.6	-1.6	-1.9	-2.0

Commerce extérieur sud-africain 2023⁵



Investissements directs étrangers (IDE) 2023⁶



³ IMF: [World Economic Outlook Data Base](#), August 2024. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ Ici, le PIB est exprimé en terme nominal alors que le taux de croissance est exprimé en terme réel. Le premier prend en compte l'évolution des prix alors que le second non, ce qui explique ces deux évolutions contraires.

⁵ [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), August 2024.

⁶ [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#) February 2025.

3. Situation économique⁷

3.1 Structure de l'économie (top 3, % du PIB)⁸

Membre du G20, **l'Afrique du Sud est l'économie la plus développée du continent africain**. Le pays dispose d'une industrie importante, d'un vaste secteur minier (or, platine, chrome, manganèse), d'une agriculture productive et d'un secteur touristique développé. Ses industries extractives ont toujours joué un rôle clé attirant de nombreux investisseurs étrangers. De plus, l'infrastructure bien développée est frappante par rapport aux autres pays africains. L'Afrique du Sud est d'ailleurs considérée comme une porte d'entrée du marché continental africain. Mais dans un passé récent, les orientations de la politique économique du gouvernement ont parfois découragé les investisseurs.

Rang	Secteurs	2018	2023
1	Finance, real estate and business services	21.8	23.9
2	Personal services	14.7	16.0
3	Trade, catering and accommodation	12.3	11.5

3.2 Politique économique

Information générale

Avec la fin de l'apartheid, l'African National Congress (ANC) – le parti de Nelson Mandela – est arrivé au pouvoir en 1994 et fournit depuis lors les présidents de la république d'Afrique du Sud. L'ANC a été le principal acteur de la transition apaisée du système d'apartheid vers un état démocratique orienté vers l'égalité. En même temps, la politique économique sud-africaine a eu pour priorité le renforcement de la participation économique des populations marginalisées. Dans ce cadre, des **politiques de subvention et de discrimination positive** ont été mises en œuvre. Les mesures prises à cet effet ont également fait l'objet de débats au sein de l'ANC. S'ajoute à cela une lutte interne entre deux factions de l'ANC faisant rage sur le plan économique : l'une (proche de l'ancien président Zuma) vise à fondamentalement changer la structure de l'économie en favorisant le transfert de ressources vers la majorité «black» ; l'autre est menée par **le président Cyril Ramaphosa** – réélu pour un deuxième mandat en 2024 – et défend une version plus modérée visant à promouvoir une croissance tirée par le secteur privé. Les conflits internes freinent considérablement les efforts de réformes économiques nécessaires. Les élections du 29 mai 2024 ont vu l'ANC se faire sanctionner par les électeurs et tomber à 40% des votes populaires. Cette situation inédite a conduit à la création d'un gouvernement de coalition nationale. Pour conserver sa position, l'ANC a formé un gouvernement d'unité nationale avec le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique libérale (DA), ainsi que le Parti de la liberté Inkhata (IFP), ainsi que plusieurs autres partis plus petits. Cette nouvelle a été accueillie avec enthousiasme par le secteur privé et les investisseurs qui y voient une opportunité pour réaliser les réformes économiques nécessaires. Les objectifs annoncés sont notamment le renforcement de la cohésion sociale à travers la lutte contre toute forme de discrimination, l'investissement dans l'éducation et la santé, la lutte contre les inégalités, ou encore travailler pour atteindre une croissance économique rapide et durable par la promotion des investissements ou de l'industrialisation. En 2023, le pays a été confronté à une crise énergétique grave. Eskom, la compagnie d'électricité publique du pays, se trouvait dans une situation de détresse financière et d'endettement grave. Les interruptions continues de l'approvisionnement en électricité ont étouffé l'activité économique tout en contribuant à l'augmentation des coûts de l'énergie pour les entreprises et les ménages. Le Président a notamment nommé un Ministre pour l'électricité pour régler spécifiquement ce problème. Les

⁷ IMF *Article IV Consultation* / Rapport économique 2023 de l'Ambassade de Suisse à Pretoria.

⁸ Economic Report 2023 - South Africa

résultats sont positifs en 2024 : les coupures quotidiennes, qui avaient fortement affecté l'économie sud-africaine, ont cessé depuis plus de 150 jours, une première depuis 2020.

Politique budgétaire/fiscale

De manière générale, le faible niveau de croissance de la dernière décennie, les fuites de revenus fiscaux, la dette toujours en hausse et les dépenses survenues en conséquence de la crise du Covid-19 ont contribué à limiter la marge de manœuvre fiscale du pays. Les garanties accordées aux entreprises d'état mal gérées ont également mis en difficulté les finances du pays. La **dette publique a en conséquence passablement augmenté** ces dernières années. La politique budgétaire à moyen terme est axée sur la réduction du déficit budgétaire et la stabilisation du ratio dette/PIB. Pour soutenir cette consolidation, le gouvernement utilisera une partie des recettes fiscales plus élevées que prévu pour réduire le déficit tout en augmentant les dépenses hors intérêts pour soutenir la croissance économique, la création d'emplois et la protection sociale.

Politique monétaire

La Banque de réserve sud-africaine (SARB), indépendante du gouvernement, mène une politique monétaire d'*inflation targeting* depuis 2000 afin de **maintenir la stabilité des prix** dans la fourchette de 3 à 5 % (objectif plus ou moins été atteint jusqu'à présent). Avec les pressions inflationnistes actuelles, le taux d'intérêt est régulièrement revu à la hausse (actuellement à 8.25%, contre 4.75% en novembre 2021). Les premières réductions du taux d'intérêt ne sont attendues pour 2024 alors que le taux d'intérêt a atteint son plus haut niveau depuis 18 ans. La banque centrale pourrait envisager d'abaisser les coûts d'emprunt de 50 points de base au moins une fois cette année.

Politique économique extérieure

Comparativement aux autres pays africains, l'économie sud-africaine est relativement **ouverte** et possède une capacité d'**innovation** intéressante. Le pays reçoit ainsi une grande partie des investissements étrangers en direction de l'Afrique et est également le principal investisseur intra-africain.

Longtemps considéré par les investisseurs étrangers comme étant le hub économique du continent, l'Afrique du Sud tente de renforcer son leadership sur le continent africain, notamment par son **implication dans l'Union africaine (UA)**, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les BRICS et le G20, ainsi que dans l'ONU. L'Afrique du Sud est notamment le seul pays africain à être membre des BRICS (depuis 2010) et du G20. L'Afrique du Sud a signé et ratifié (février 2019) l'accord-cadre pour l'établissement du African Continental Free Trade Area (**AfCFTA**). L'Afrique du Sud est un **membre important de l'OMC**. Elle s'efforce d'exercer activement son influence et participe aussi aux réunions ministérielles informelles. D'une manière générale, l'Afrique du Sud est actuellement plutôt un frein à l'OMC. Le pays veut avant tout conserver la possibilité de promouvoir le développement de son économie nationale.

3.3 Conjoncture économique

Durant la dernière décennie, la croissance économique sud-africaine est restée très faible, ne permettant pas au pays de faire face aux défis structurels de longue date comme les inégalités, la pauvreté, et le chômage. La crise sanitaire a ainsi impacté une économie vulnérable, ayant comme résultat une récession à hauteur de -6.3% en 2020. Bien que la croissance ait rebondi à 4.9% en 2021, elle a ralenti en 2022 (1.9%) et cette tendance a continué en 2023 et 2024 avec une croissance de respectivement 0.7% et 1.1%, selon le FMI. Malgré des attentes élevées de la part du marché pour des réformes structurelles de l'économie, l'économie sud-africaine peine à redécoller en raison d'une mise en œuvre difficile des réformes et d'une incertitude politique persistante. Le pays a un **taux de chômage particulièrement haut** et stable (autour de 30% depuis plusieurs années). L'Afrique du Sud vise un taux de chômage à 6% d'ici 2030, objectif peu réaliste au vu de la faible croissance que connaît le pays depuis plusieurs années et des conséquences macroéconomiques de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Accord de libre-échange (ALE)	Modernisation	01.05.2008
Accord contre la double-imposition (CDI)	En révision	27.01.2009
Accord de protection des investissements (API)	Dénoncé	30.10.2014
Echange automatique de renseignements	En vigueur	01.01.2018
Accord sur le transport aérien	En vigueur	07.12.2007

Commentaires

API API en vigueur depuis le 29.11.1997. Le 30 octobre 2013, la Suisse a été informée de la dénonciation de l'API par l'Afrique du Sud. L'accord a donc expiré 12 mois plus tard, le 30 octobre 2014. Les investissements réalisés avant l'expiration de l'accord resteront protégés pendant vingt ans supplémentaires (c'est-à-dire jusqu'au 30 octobre 2034) selon les dispositions de l'API.

4.2 Présence institutionnelle

En Afrique du Sud :

- [Swiss Business Hub \(SBH\) Southern Africa](#)
- [Chapter der SwissCham Southern Africa \(SAC\)](#), Sandton/Johannesburg
- [Swiss Import Promotion Programme \(SIPPO\)](#)

En Suisse :

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [SwissCham Southern Africa \(SCSA\)](#)
- [Swisscham-Africa](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)⁹



3.5 milliards
Commerce (CHF),
prov. 2024, Total 2

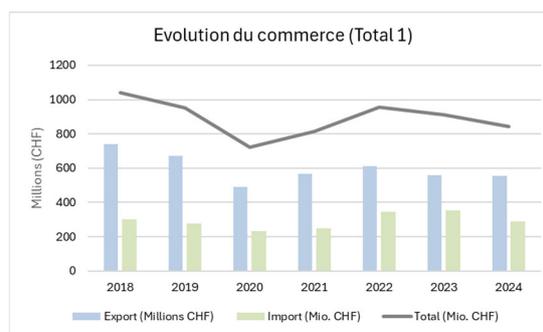
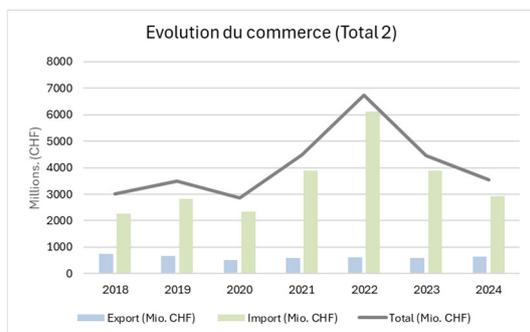


0.5%
Part mondiale,
Total 2



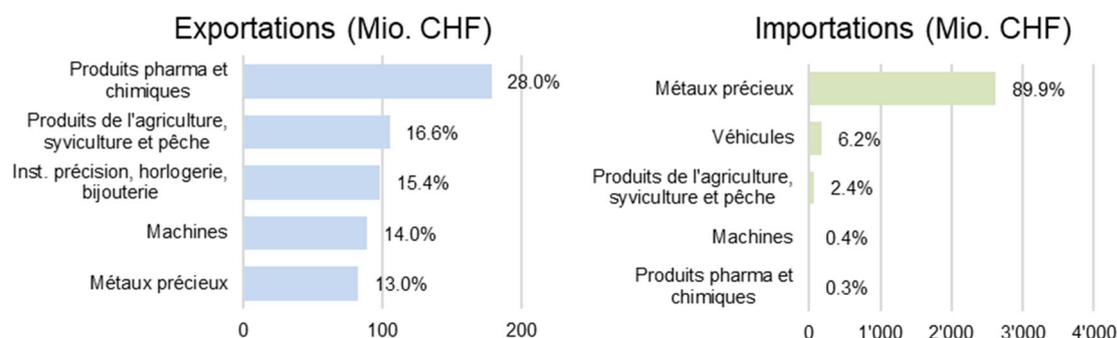
Nr.32
Partenaire commercial,
Total 2

Evolution du commerce bilatéral



	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Total (Mio. CHF)	Variation (%)
2021	586.6	13.8	3892.5	65.8	-3305.9	4479.1	56.5
2022	617.9	5.3	6119.5	57.2	-5501.6	6737.4	50.4
2023	589.0	-4.7	3880.7	-36.6	-3291.7	4469.8	-33.7
2024	637.0	8.1	2912.2	-25	-2275.3	3549.2	-20.6
(Total 1)*	554.1	-0.6	290.3	-17.5	263.7	844.4	-7.2
2025 (I)**	52.4	11.6	785.4	90.8	-733.1	837.8	82.7

Composition du commerce bilatéral (2024, Total 2)



*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

**) Chiffres provisoires

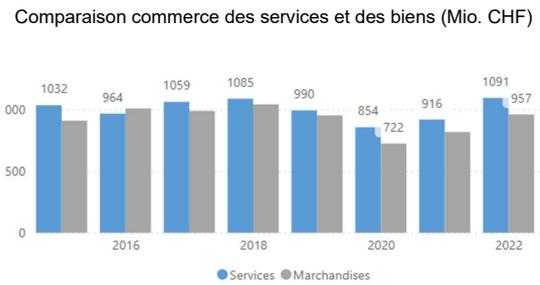
Commentaires

L'Afrique du Sud est le **2^{ème} partenaire économique de la Suisse sur le continent africain**. (17% des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afrique). L'augmentation marquée du commerce bilatéral entre 2020 et 2022, puis de sa baisse en 2023 et 2024, s'explique par la fluctuation du volume des importations (+60% de 2020 à 2023), et plus spécifiquement d'or. Ces-dernières ont nettement baissées en 2023 et 2024, ce qui a induit une baisse substantielle du commerce bilatéral par rapport à 2022. En 2024, **90% des importations** restaient composées de **métaux précieux**, principalement de platine de diamants, et d'or. La Suisse a traditionnellement une balance commerciale négative vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

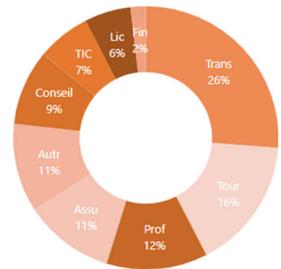
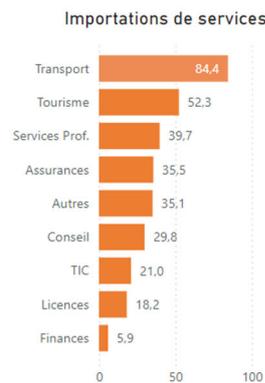
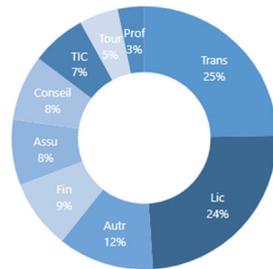
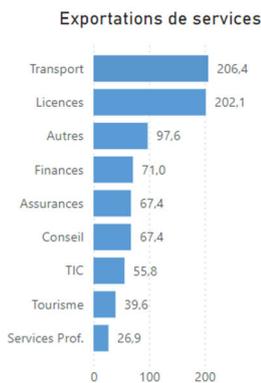
⁹ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)¹⁰

Commerce bilatéral des services 2023 (Mio. CHF)¹¹



Commerce bilatéral des services par secteur 2023 (Mio. CHF)

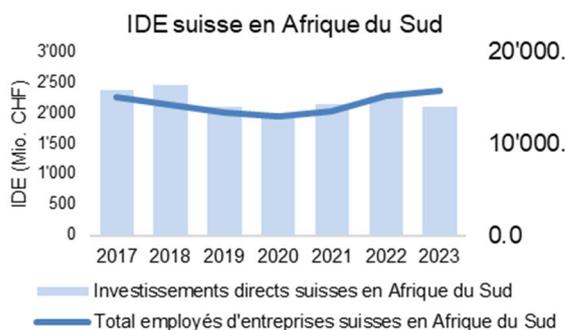


Commentaires

Les recettes liées aux exportations de services vers l’Afrique du Sud, qui sont presque trois fois plus élevées que les dépenses, sont composées en grande partie de services liés au transport et aux licences. Les importations de services, sont très variées et composées surtout de services liés aux transports, au tourisme, et aux services professionnels.

4.5 Investissements directs (perspective suisse)¹²

Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



Commentaires

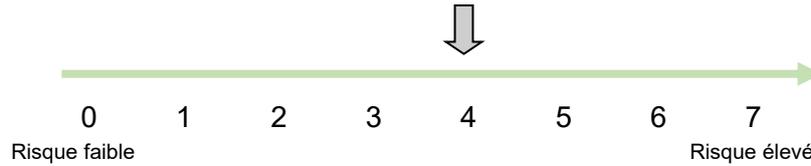
A travers la centaine d’entreprises suisses présentes en Afrique du Sud, la Suisse figure parmi les 10 plus importants investisseurs dans le pays. Selon les statistiques de la BNS, les entreprises suisses employaient 15’744 personnes en Afrique du Sud à la fin de l’année 2023 (contre 13’610 fin 2021). Selon les estimations de l’Ambassade suisse à Pretoria, la réalité se situerait plutôt au-dessus des 50’000 personnes.

¹⁰ [Banque Nationale Suisse.](#)

¹¹ [Cockpit du commerce des services \(SECO\)](#)

¹² [Banque Nationale Suisse.](#)

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹³



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

4.7 Coopération au développement

Currently active Swiss development agencies in South Africa:

- SECO-WE (priority country)

The Swiss governmental development agencies do not only coordinate their development cooperation efforts between themselves, but also cooperate with multilateral institutions, the private sector, the development finance institution of the Swiss Confederation (SIFEM), academia as well as NGOs, and streamline their efforts with them. Current minimum commitments in South Africa are visible on the top right.

Economic cooperation and development by SECO-WE

Cooperation Programme 2021-2024

Switzerland and South Africa cooperate to **support a competitive economy** that will enable sustainable growth. The cooperation programme will mainly focus on the two thematic priorities in the table below, which will in turn **contribute to the creation of investment opportunities, valuable skills, better jobs, and economic and climate resilience.**

As of August 2023, around **39 projects** are active in South Africa. The full project list can be consulted [here](#).



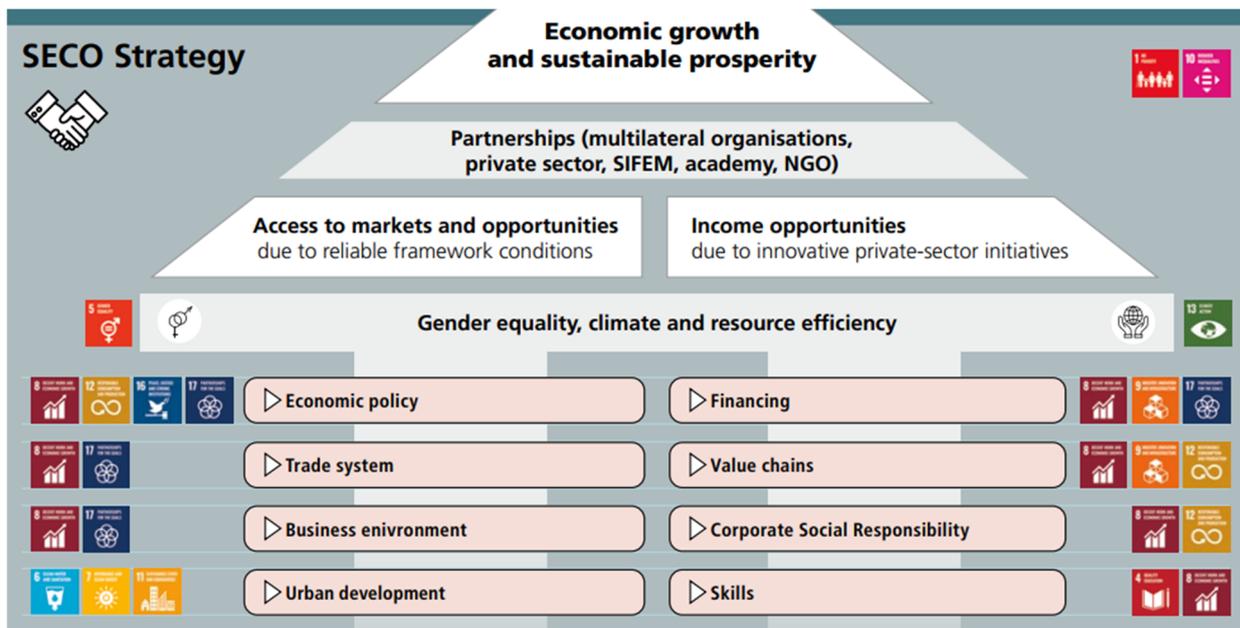
The relative importance of the eight business lines in SECO-WE's cooperation programme in South Africa.

<p>I: Promoting a viable and resource-efficient private sector</p>	<p>II: Establishing favourable economic framework conditions to attract business and investments</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Supporting market oriented skills • Addressing climate change and resource efficiency • Promoting the integration in value chains 	<ul style="list-style-type: none"> • Assisting growth-promoting economic policy • Fostering an innovation-friendly business environment

¹³ [SERV](#).

Facts and figures	Results achieved
<ul style="list-style-type: none"> • Economic development cooperation of SECO with South Africa since 1996 • Dedicated SECO cooperation programme since 2009 • Framework Agreement on Development Cooperation in force since 18.03.2014 • SECO's programmes for economic cooperation and development are renewed every four years 	<ul style="list-style-type: none"> • Eight cities improved their doing business environment with over ten streamlined procedures implemented in getting electricity, construction permits and property rights. Overall consumer savings is estimated at USD 6 million. • Long term financial planning improved in at least three cities, with revenue enhancement diagnostics completed for eight cities • Key financial sector reforms, i.e. the new Financial Sector Regulation Act, a sound deposit insurance system established and tiered licensing framework for the banking sector developed. • 40'571MWh/year energy, 1'437'198 m³/year water and 33'350 tons CO₂ emissions saved in EDGE certified buildings; a further 5.45 million kWh/year savings in energy efficient street lighting.

SECO-WE's overall strategy and Business Lines:



[SECO-WE's overall strategy](#), with economic growth and sustainable prosperity as the overarching goal, and the target outcomes and business lines.

4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2023 (08.03 – 9.03)	10 ^{ème} commission économique Suisse – Afrique du Sud, Le Cap
2022 (05.7 – 08.7)	Mission économique et scientifique du CF Guy Parmelin en Afrique du Sud
2020 (11.11)	Neunte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika, virtuell
2020 (23.1)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie Ebrahim Patel, en marge du WEF à Davos
2019 (21.3)	Rencontre entre une délégation du SECO menée par l'Ambassadeur Erwin Bollinger et une délégation du Department of Trade and Industry.
2019 (22.1)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie M. Rob Davies, en marge du WEF de Davos
2019 (10-11.01)	Visite de travail du CF Ignazio Cassis en Afrique du Sud, avec participation du SECO dans la délégation officielle (Ambassadeur Erwin Bollinger)
2018 (15.6)	Achte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Pretoria
2017 (8.5)	Siebte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Bern
2016 (19.-22.9.)	Wirtschaftsmission von StS Ineichen-Fleisch nach Südafrika mit Privatdelegation
2015 (1.12.)	Sechste Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Pretoria
2014 (18.9.)	Fünfte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Bern
2014 (16.9)	Bilaterales Treffen zwischen StS M.-G. Ineichen-Fleisch und Elizabeth Thabethe, Vizeministerin für Small Business Development in Zürich
2014 (22.-26.1)	Bilaterales Treffen zwischen BR J.N. Schneider-Amman und Derek Hanekom, südafrikanischer Minister für Wissenschaft und Technologie am Rande des WEF.
2013 (4.-8.9.)	Offizielle Mission von BR J.N. Schneider-Ammann im Bereich Wirtschaft, Wissenschaft, Forschung und Innovation nach Südafrika Vierte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Pretoria
2012 (21.6.)	Bilaterales Treffen von BR J. N. Schneider-Ammann mit dem südafrikanischen Handels- und Industrieminister Rob Davies in Bern. Bilaterales Treffen von BR D. Burkhalter mit Minister Rob Davies während des SWISSMEM-Industrietages in Zürich. Dritte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Zürich
2012 (25.-28.1.)	Bilaterales Treffen von BR J. N. Schneider-Ammann mit dem südafrikanischen Handels- und Industrieminister Rob Davies am Rande des WEF, Davos
2010 (Juni)	Reise von BP D. Leuthard an die Fussball-WM 2010
2010 (30.3.-1.4.)	Mission StS Jean-Daniel Gerber nach Südafrika. Zweite Sitzung des bilateralen Gemischten Wirtschaftskomitees Schweiz - Südafrika in Pretoria
2010 (27.-31.1.)	Treffen von BP D. Leuthard mit dem südafrikanischen Präsidenten Jacob Zuma am Rande des WEF in Davos